CRISE SYRIENNE

Les pourparlers reprendront le 10 mars

Les négociations sur un règlement politique de la guerre en Syrie devraient reprendre le 10 mars, malgré les réticences de l'opposition qui réclame notamment des avancées sur le plan humanitaire.

Ces pourparlers à Genève, sous l'égide de l'ONU, seront les premiers depuis l'entrée en vigueur le 27 février d'une trêve inédite entre gouvernement syrien et rebelles, qui semble tenir globalement malgré des accusations mutuelles de violations quotidiennes. Mais un porte-parole de l'opposition a affirmé samedi à l'AFP que celle-ci n'avait toujours pas pris de décision concernant sa participation, disant attendre un «progrès» sur le plan humanitaire.

L'émissaire de l'ONU pour la Syrie, Staffan de Mistura, a annoncé que les négociations, auparavant reportées du 7 au 9 mars, devraient finalement débuter le 10. «Je pense que nous allons commencer le 10», a-t-il affirmé au quotidien saoudien *Al-Hayat* paraissant à Londres.

M. de Mistura a rappelé que «l'ordre du jour du processus est clair : premièrement des négociations en vue d'un nouveau gouvernement, deuxièmement une nouvelle Constitution, et troisièmement des élections parlementaires et présidentielle dans un délai de 18 mois».

Il y a quelques jours, il avait estimé que c'était aux Syriens eux-mêmes de décider du sort du chef de l'Etat, au pouvoir depuis 2000.

Samedi, l'Arabie Saoudite, un des principaux soutiens de la rébellion, a estimé que M. Assad devait partir dès la mise en place d'une autorité de transition.

«Un organe de transition est mis en place, le pouvoir passe d'Assad à cet organe (...), et il s'en va», a affirmé le chef de la diplomatie saoudienne Adel al-Jubeir, selon qui «il n'y a aucune possibilité» qu'il reste président car «les Syriens ont parlé lorsqu'ils ont pris les armes contre Bachar al-Assad».

En février, des négociations à Genève avaient tourné court en raison de l'intensification des bombardements de la Russie, venue soutenir l'armée syrienne. Depuis, un accord de cessez-le-feu a été conclu par les Etats-Unis et la Russie, avec le soutien de l'ONU. Les bombardements russes en Syrie ont infligé de sérieux revers aux rebelles, affaiblissant du même coup l'opposition aux négociations. Les conditions ne sont «actuellement pas propices» à une reprise des discussions, a d'ailleurs déclaré vendredi Riad Hijab, coordinateur du Haut comité des négociations (HCN), qui regroupe responsables politiques et représentants de groupes armés de l'opposition.

L'opposition réclame notamment la libération des prisonniers et l'acheminement de l'aide humanitaire, conformément à la résolution 2 254 du Conseil de sécurité de l'ONU.

«Le HNC n'a pas pris de décision jusqu'à présent», a affirmé à l'AFP son porte-parole Monzer Makhos. «Nous attendons un progrès sur la question humanitaire et le respect du cessez-le-feu. Ce qui s'est passé jusqu'à présent n'est pas suffisant pour que nous participions».

La Coalition nationale syrienne (CNS), la principale formation de l'opposition en exil, a élu samedi un nouveau chef, Anas al-Abdé, succédant à Khaled Khoja.

Selon M. de Mistura, l'ONU a récemment fait parvenir de l'aide à «115 000 personnes» assiégées, mais 300 000 autres personnes ont besoin d'aide et 4,6 millions se trouvent dans des zones difficiles d'accès. Moscou a signalé samedi neuf violations du cessez-le-feu en 24 heures, contre 27 la veille.

La trêve offre un répit aux Syriens épuisés par cinq ans de guerre et de pénuries. Samedi, au lendemain du retour de l'eau à Alep (nord), l'électricité était progressivement rétablie dans l'ex-capitale économique de la Syrie. Les bombardements intenses se poursuivent toutefois, notamment sur les territoires tenus par les terroristes du groupe Daesh et du Front Al-Nosra (branche locale d'Al-Qaïda), exclus de l'accord de cessez-le-feu.

ILS NAVIGUAIENT CLANDESTINEMENT VERS LA GRÈCE

Dix-huit morts dans un naufrage au large de la Turquie

Au moins 18 migrants clandestins sont morts dans le naufrage de leur embarcation au large des côtes turques, a rapporté hier l'agence de presse Anatolie. Les gardes-côtes turcs ont réussi à secourir 15 autres migrants qui se trouvaient à bord de ce bateau, qui naviguait en direction de la Grèce, au large de la station balnéaire de Didim, dans le sud-ouest de la Turquie. En 2015, les gardes-côtes turcs ont intercepté près de 92 000 réfugiés et migrants et ont interpellé 190 suspects de trafic d'êtres humains contre 14.961 réfugiés et migrants et 106 trafiquants en 2014.

Avec plus de 2,5 millions de réfugiés, soit le plus grand nombre dans le monde, la Turquie est l'un des principaux pays de transit pour les réfugiés et les migrants qui veulent entrer en Europe par l'itinéraire de la mer Egée. Le 7 mars, la Turquie rencontrera les 28 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne (UE) pour un vaste sommet sur la pire crise des réfugiés et des migrants qu'ait connue l'Europe depuis la Seconde Guerre mondiale.

ÉGYPTE

Deux membres des forces de l'ordre et un secouriste tués dans le Sinaï

Deux membres des forces de l'ordre et un secouriste ont été tués hier dans le mitraillage de l'ambulance qui les transportait à l'hôpital au Sinaï en Égypte, selon des responsables de la sécurité.

«Deux hommes blessés dans un précédent attentat ont péri, ainsi qu'un des secouristes qui les accompagnait», selon les services de sécurité.

Dans la matinée, une bombe a explosé au passage d'un véhicule des forces de l'ordre à Cheikh Zuweid, dans la province du Nord-Sinaï où le groupe terroriste autoproclamé Etat islamique (Daesh) attaque régulièrement les convois militaires, selon des responsables des forces de sécurité.

L'armée a, par ailleurs, affirmé dans un communiqué avoir tué hier cinq assaillants quand des «terroristes ont ouvert le feu sur un groupe des forces de sécurité», dans la région de Cheikh Zuweid. Des centaines de policiers et soldats ont péri dans des attentats et attaques ces trois dernières années en Egypte, selon les autorités égyptiennes.

La plupart sont revendiqués par la branche égyptienne de Daesh.